

EPISEDE
Association Loi 1901
(J.O du 18 Avril 1990)
Villa Alphonse Mas
2 Bis Boulevard Perréal
34500 BEZIERS
Siret 381 446 400 00032

RAPPORTS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE AU 31/12/2024

SAS A2H AUDIT
HARDTMEYER-HUC
Commissaire aux Comptes
Immeuble Espace 2B
6 Mail Philippe Lamour
34760 BOUJAN SUR LIBRON

EPISE
Association Loi 1901
(J.O du 18 Avril 1990)
Villa Alphonse Mas
2 Bis Boulevard Perréal
34500 BEZIERS
Siret 381 446 400 00032

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2024

SAS A2H AUDIT
HARDTMEYER-HUC
Commissaire aux Comptes
Immeuble Espace 2B
6 Mail Philippe Lamour
34760 BOUJAN SUR LIBRON

A l'Assemblée Générale de l'Association EPISODE,

1- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association EPISODE relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

2-1-Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2-2-Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'annexe expose notamment les méthodes comptables retenues concernant les règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

4- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5- Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6- Responsabilité du Commissaire aux Comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

BOUJAN SUR LIBRON,
Le 2 juin 2025

SAS A2H AUDIT - HARDTMEYER-HUC

J. BILLY

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'B' intertwined.

ANNEXES

- DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- COMPTES ANNUELS

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	17 371	17 371		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	31 077		31 077	31 077
ACTIF CIRCULANT	Constructions	311 512	27 217	284 296	302 395
	Installations techniques.mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	537 695	451 390	86 304	99 083
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	4 245		4 245	4 245
	TOTAL (I)	901 899	495 978	405 921	436 799
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 162		10 162	15 325
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	106 089		106 089	291 163
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 482 285		1 482 285	1 355 712
	Charges constatées d'avance	2 386		2 386	1 510
	TOTAL (II)	1 600 923		1 600 923	1 663 710
	Frais d'émission d'emprunt à évaluer (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		2 502 822	495 978	2 006 844	2 100 510
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				4 245	4 245
(3) dont à plus d'un an					

A2H
C.A.C.

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 380	3 380
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	820 217	737 324
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	46 983	60 345
	Report à nouveau	252 952	282 424
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs		
	Excédent ou déficit de l'exercice	(62 102)	40 060
	Total des fonds propres (situation nette)	1 061 432	1 123 533
	Fonds propres consommables		749
	Subventions d'investissement	89 287	78 319
	Provisions réglementées		79 068
	Total des autres fonds propres	89 287	79 068
	Total des fonds propres	1 150 718	1 202 602
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	38 732	48 911
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	6 908	
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	93 958	119 756
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés	139 599	168 667
Provisions	Provisions pour risques	266 432	242 866
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	266 432	242 866
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires	171 211	177 463
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 553	27 175
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	229 050	243 252
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	30 181	
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	2 100	38 485
	Total des dettes	450 096	486 375
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		2 006 844	2 100 510
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(62 101,50)	40 059,53
(1) Dont à moins d'un an		285 377	315 164
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	25 462	10 605
	dont parrainages	766	2 588
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 110 784	2 109 449
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	8 930	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	10 516	18 240
	Utilisations des fonds dédiés	39 998	96 099
	Autres produits	210	180
Total des produits d'exploitation		2 195 900	2 234 573
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	18 619	14 174
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	283 168	284 460
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	124 922	118 470
	Salaires et traitements	1 202 332	1 195 989
	Charges sociales	516 419	503 328
	Dotation aux amortissements et dépréciations	45 066	38 281
	Dotation aux provisions	23 566	24 430
	Reports en fonds dédiés	10 930	36 658
	Autres charges		
Total des charges d'exploitation		2 225 021	2 215 790
RESULTAT D'EXPLOITATION		(29 122)	18 783

A2H
C.A.C.

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(29 122)	18 783
PRODUITS FINANCIERS	De participation	17 127	18 174
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	17 127	18 174
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6 566	3 312
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	6 566	3 312
RESULTAT FINANCIER		10 561	14 863
RESULTAT COURANT avant impôts		(18 561)	33 645
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	410	11 962
	Sur opérations en capital	749	749
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 778	16 384
	Total des produits exceptionnels	4 937	29 095
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	30 772	2 535
	Sur opérations en capital		1 407
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	14 745	15 033
	Total des charges exceptionnelles	45 517	18 975
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(40 580)	10 120
Participation des salariés aux résultats		2 961	3 706
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		2 217 963	2 281 842
TOTAL DES CHARGES		2 280 065	2 241 782
EXCEDENT ou DEFICIT		(62 102)	40 060
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Dons en nature Prestations en nature Bénévolat TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole TOTAL			

A2H
C.A.C.

Etats financiers au 31/12/2024

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Objet social :

Toute action contribuant , directement ou indirectement, à la prise en charge des personnes sous addiction.

Toute action contribuant , directement ou indirectement à la préventions des addictions.

Nature et périmètre de l'activité réalisée :

L'accueil et la prise en charge de soins. L'orientation, la formation et la prévention.

L'accompagnement social, familial et professionnel.

Le diagnostic, l'étude, l'audit d'évaluation ou de recherche sur les addictions pouvant aboutir à des publications.

Règles et Méthodes Comptables :

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions spécifiques applicables du réglements ANC 2018-06 et 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 434 481** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 217 963** euros et un total **charges** de **2 280 065** euros,dégageant ainsi un **résultat** de **-62 102** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Faits caractéristiques

Etat exprimé en euros

1 - Conformément au règlement ANC 2014-03 sur les passifs, nous portons à votre connaissance les informations suivantes :

- L'association a opté pour la comptabilisation de la provision pour indemnité de fin de carrière. Le montant au 31 décembre 2024 est de 266 432 euros.

- L'association a été agréée en qualité de CSAPA (centre de soins, d'accompagnement et de prévention des addictions) par arrêté préfectoral du 18/05/2009. Cet agrément s'est accompagné d'une augmentation de la dotation globale destinée notamment au salariat du personnel précédemment mis à disposition par le centre hospitalier de Béziers.

2 - En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, nous vous informons que le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés perçues au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est élevé à 0 euros.

3- Conformément au règlement ANC 2018-06 et 2019-04 :

Le règlement ANC 2018-06 et 2019-04 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

La première application du règlement ANC n°2018-06 et 2019-04 constitue un changement de méthode comptable. Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 et 2019-04 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

Les fonds dédiés ont été reclassés en exploitation sur le compte de résultat.

Les subventions qui étaient en réserve avant 2020 ont été virées en report à nouveau constitué des charges et produits dont la prise en compte est différée.

4- Contributions volontaires en nature :

Il existe une mise à disposition de locaux à tarif réduit dont la valorisation réelle n'a pas été effectuée justifiant ainsi la non comptabilisation.

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	17 371					17 371
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 371					17 371
CORPORELLES	Terrains	31 077					31 077
	Constructions sur sol propre	237 738					237 738
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	73 775					73 775
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	311 351		6 930			318 281
	Matériel de transport	65 916					65 916
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	140 998		8 952		10 502	139 449
	Emballages récupérables et divers	14 049					14 049
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	874 904		15 882		10 502	880 284	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	4 245					4 245
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 245					4 245
TOTAL		896 519		15 882		10 502	901 899

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	17 371			17 371
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 371			17 371
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	5 897	10 722		16 618
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	3 221	7 377		10 598
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	254 579	10 823		265 401
	Matériel de transport	65 916			65 916
	Matériel de bureau, mobilier	101 717	17 507	10 502	108 721
	Emballages récupérables et divers	11 020	331		11 352
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	442 349	46 760	10 502	478 607
TOTAL		459 720	46 760	10 502	495 978

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf.état Fonds dédiés	168 667	39 998	10 930	139 599
TOTAL	168 667	39 998	10 930	139 599

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
FDS ACHAT MATERIEL	13 242	1 848		11 394
FDS ACHAT COVID	3 632	1 982		1 650
FDS JOURNEE ECHANGE PHLV EN ADDICT	3 000			3 000
FDS PREFET HERAULT IDENTITES INTERCULTUR			4 000	4 000
FDS SOUTIEN ENTREPRENARIAT	6 000	203		5 797
FDS PANNEAU DE COMMUNICATION	641	294		347
FDS NALAXONE	14 375	2 098		12 277
FDS FORMATION POUR PERSONNEL	1 963	1 963		
FDS GRATIFICATION STAGIAIRE	9 058	1 791		7 267
FDS CNRI4 DEV OUTILS LOGICIEL RH	2 060	2 060		
FDS CONTRAT PRO COMPTABILITE	26 000	9 281		16 719
FDS POSTE AGDE	53 197	10 863		42 334
FDS BUVIDAL	28 641	735		27 906
FDS MILDECA REFERENT JUSTICE	6 859	6 859		
FDS CLIM BEDARIEUX - ABD LE MARCORY		21	6 930	6 908
Totalisation	168 667	39 998	10 930	139 599

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires	19 018	1 036	3 778	16 275
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	59 302	13 710		73 011
PROVISIONS REGLEMEENTEES		78 319	14 745	3 778	89 287
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	242 866	23 566		266 432
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		242 866	23 566		266 432
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		321 185	38 311	3 778	355 719
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			23 566 14 745	3 778	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	4 245	4 245	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	10 162	10 162	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 784	12 784	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	14 893	14 893	
	Divers	76 697	76 697	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 715	1 715	
	Charges constatées d'avance	2 386	2 386	
TOTAL DES CREANCES		122 882	122 882	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	171 211	6 493	28 548	136 171
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	17 553	17 553		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	101 733	101 733		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	121 861	121 861		
	Impôts sur les bénéfices	2 961	2 961		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 496	2 496		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	30 181	30 181		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	2 100	2 100		
TOTAL DES DETTES		450 096	285 377	28 548	136 171
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		6 253			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				2 386
BLEU ANTHRACITE			596	
BCB MEDICAMENT			480	
NETSAMPLE			240	
ASH			116	
SNCF GABRIEL			604	
MOBILIZ LOYER			142	
LOYER AUTO			208	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				2 386

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				2 100
MILDECA			2 100	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				2 100

--

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	3 380			3 380
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	737 324	82 893		820 217
Report à nouveau	60 345		13 362	46 983
Résultat de l'exercice	40 060		102 161	(62 102)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	282 424	53 515	82 987	252 952
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	749		749	
Provisions réglementées	78 319	14 745	3 778	89 287
TOTAL	1 202 602	151 154	203 038	1 150 718

Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 929	1 210	9 719	803,22
Dettes fiscales et sociales	142 707	131 414	11 292	8,59
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	153 636	132 624	21 011	15,84

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	78 005	262 653	(184 648)	-70,30
TOTAL	78 005	262 653	(184 648)	-70,30

Annexes Complémentaires

Etat exprimé en euros

○ Tableau de suivi des résultats de tiers financeurs en attente d'affectation :

Résultats sous contrôle de tiers financeurs		En attente d'affectation au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	En attente d'affectation à la fin de l'exercice
2022	82 891,20	82 891,20		82 891,20	-
2023	53 515,06		53 515,06		53 515,06
Total		82 891,20	53 515,06	82 891,20	53 515,06

○ Détail des transferts de charges et Charges exceptionnelles :

	31/12/2024
Charges exceptionnelles :	
Régularisations diverses	30 771,64
Total :	30 771,64
Transferts de charges :	
Quote part EDF Hôpital	9 020,32
Remboursements formations	-
Indemnisations arrêts de travail	1 495,60
Total :	10 515,92

○ Informations sur les concours publics :

Autorité administrative verseuse	Concours publics	Subventions	Nature
Agence Régionale de Santé	1 809 333,08		Exploitation
Caisse Primaire d'Assurance Maladie	20 310,00		Exploitation
ARPADE		5 000,00	Exploitation
MILDECA		38 400,00	Exploitation
Fédération addiction		5 733,00	Exploitation
Direction Régionale de la Jeunesse		7 107,00	Exploitation
Communauté Agglo Béziers Méditerranée		35 000,00	Exploitation
Communauté Agglo Hérault Méditerranée		15 700,00	Exploitation
Com sauvegarde enfance du biterrois		16 049,10	Exploitation
Caisse Allocations familiales		78 012,50	Exploitation
Bédarieux		1 300,00	Exploitation
Région Occitanie		40 000,00	Exploitation

Annexes Complémentaires

Etat exprimé en euros

Conseil Départemental		34 839,80	Exploitation
Préfet Hérault		4 000,00	Exploitation
Total :	1 829 643,08	281 141,40	

EPISE
Association Loi 1901
(J.O du 18 Avril 1990)
Villa Alphonse Mas
2 Bis Boulevard Perréal
34500 BEZIERS
Siret 381 446 400 00032

RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
Réunion de l'organe délibérant relative à
l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31/12/2024

SAS A2H AUDIT
HARDTMEYER-HUC
Commissaire aux Comptes
Immeuble Espace 2B
6 Mail Philippe Lamour
34760 BOUJAN SUR LIBRON

Exercice clos le
31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association EPISODE,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application des articles R 612-7 du Code de Commerce et L 313-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles, nous avons été avisés des conventions visées à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

La convention conclue depuis la dernière assemblée générale est la suivante :

- **Rémunération de la Directrice d'établissement :**

La rémunération brute de la Directrice, Madame Antonia DANDE, a été comptabilisée en charge pour un montant de 51 005,46 € au titre de l'année 2024.

FAIT A BOUJAN-SUR-LIBRON
Le 2 juin 2025

SAS A2H AUDIT – HARDTMEYER-HUC

J. BILLY



SAS A2H-AUDIT-HARDTMEYER-HUC